

Europe Solidaire Sans Frontières > Français > Europe & France > France > Racisme (France) > Musulmans, Arabes (racisme, France) > **Pari réussi : Contre l'islamophobie, une manifestation pour « la liberté, (...)**

Pari réussi : Contre l'islamophobie, une manifestation pour « la liberté, l'égalité et la fraternité »

mardi 12 novembre 2019, par [DELAPORTE Lucie](#), [GRAULLE Pauline](#) (Date de rédaction antérieure : 10 novembre 2019).

Ils étaient plusieurs milliers à manifester, dimanche 10 novembre, à Paris, contre l'islamophobie. Dans le cortège, où beaucoup défilaient pour la première fois, des musulmans et des non-musulmans, un nombre important de femmes, des politiques unis, des mots d'ordre républicains et des drapeaux tricolores.

Ce n'était pas gagné, mais le pari est réussi. Selon l'organe indépendant de décompte des manifestants Occurrence, ils étaient 13 500 à défiler, de la gare du Nord à Nation, ce dimanche 10 novembre, à Paris. Une marche inédite contre l'islamophobie, qui a, ces dernières semaines, alimenté d'innombrables discours politiques et médiatiques. Une cause qui a paru suffisamment grave et urgente pour que les manifestants bravent le froid et la pluie, et ce week-end de trois jours. Et dont l'importance aura visiblement eu raison des polémiques politico-médiatiques qui ont entouré l'événement toute la semaine *[voir ci-dessous.]*

Comme une réponse, ont défilé des manifestants de tous les âges, musulmans ou non, des responsables politiques aguerris ou des primo-militants, des Parisiens, des banlieusards, des classes moyennes et des classes populaires... Dans une bonne ambiance, le cortège, fourni et joyeux, a descendu le boulevard Magenta aux cris de « Trop vêtues ou dénudées, laissez-nous notre liberté ! », « Solidarité avec les femmes voilées ! », « C'est pas le voile qui est de trop, c'est l'islamophobie et les fachos » ou « L'islamophobie est un délit ! ». On trouvait beaucoup de drapeaux tricolores dans les rangs, et plusieurs femmes portant un voile « bleu blanc rouge », ainsi que des pancartes faites maison : « Oui à la critique des religions, non à la stigmatisation des individus », « Nous sommes tous Français ! ».

Derrière une banderole « L'islamophobie tue », une rangée de femmes brandit des cartes d'identité et d'électrices. Un groupe de manifestants entonne spontanément une « Marseillaise ». Une maman voilée se moque de sa fille qui n'a, elle, pas envie de chanter : « Attention, on va dire que tu es radicalisée », lui lance-t-elle en riant.

Au départ, devant la gare du Nord, on croise Bouchra, venue en famille de Champs-sur-Marne (77), à l'appel du CCIF, « car c'est une association qui défend les droits des musulmans ». Elle qui a voté Macron en 2017 a aussi noté que la Ligue des droits de l'homme et Amnesty International s'inquiétaient du sort des musulmans de France : « On est là, en solidarité avec les femmes voilées, dit cette banquière qui ne porte pas le voile. Je veux qu'elles puissent sortir dans l'espace public sans problème et qu'on arrête de leur taper dessus dans certains médias. On est dans un état de droit, de liberté, d'égalité et de fraternité. Alors voilà, je marche pour ça, tout simplement. »

Quelques mètres plus loin, Amine a pris les transports en commun depuis Créteil avec sa fille

adolescente. Être présent avec elle est une question d'éducation : « Je veux lui montrer qu'il faut s'impliquer dans la vie publique, que ce soit contre l'islamophobie ou l'homophobie, ou tout autre chose, comme elle voudra. » Toute sa vie, cet agent de voyage de 42 ans a vu sa religion « salie à des fins électoralistes ». « Ma mère est voilée, raconte-t-il. Donc quand j'entends que les femmes voilées sont soumises, ça l'insulte, ça m'insulte. En plus, personnellement, je ne connais aucune femme qui porte le voile par obligation. Alors parler de la liberté des femmes, c'est n'importe quoi. Aujourd'hui, on veut faire croire que l'islam est politisé. Mais, ajoute-t-il, hilare, les Frères musulmans, je ne sais même pas ce que c'est ! »

Nadia, 46 ans, tient à être présentée comme « femme, française, républicaine... et musulmane, mais ça, ça [la] regarde ». Elle est venue aujourd'hui avec sa fille parce qu'elle juge le climat actuel irrespirable. « Ce qui a changé, c'est que certains peuvent tenir des discours islamophobes, complètement racistes, de façon très normalisée », explique celle qui ne porte pas le voile. Très déçue par l'absence d'une partie de la gauche, elle tacle ceux qui ont boudé le défilé : « Je ne comprends pas leurs arguments. On dit que le CCIF est lié aux Frères musulmans mais ça veut dire quoi ? Qu'ils ont pris un café ? Qu'ils sont amis sur Facebook ? C'est une fausse excuse. Moi je n'ai aucun lien avec le CCIF, comme la plupart des musulmans ici en tout cas. »

Elle vit très mal l'ingérence permanente du politique dans les questions religieuses. « Aujourd'hui, Castaner veut nous expliquer comment prier, comment faire le ramadan ou comment porter la barbe ! », s'agace-t-elle. À côté d'elle, Miriem, 17 ans, renchérit : « Le climat est lourd depuis la rentrée. Les regards sont plus insistants. Moi je ne porte pas le voile mais une de mes copines au collège s'est fait embêter dans le bus à cause de ça. Les gens se permettent d'avoir des discours qu'ils ne tenaient pas avant. »

« On est dans un moment de grande régression », assure elle aussi Assina, 55 ans, qui porte un voile noir et blanc et précise qu'on peut « être musulman français et respectueux des lois de la République ». « Ma mère est arrivée en Auvergne après la guerre. Elle a travaillé comme ouvrière dans la coutellerie avec son foulard, cela ne posait pas de problème. Aujourd'hui, elle est en fauteuil roulant et elle doit se justifier auprès des gens, rappeler qu'elle a bossé toute sa vie en France et que les soins qu'elle reçoit, elle ne les a pas volés », raconte-t-elle, amère.

« Quand j'entends Zemmour parler, ma barbe pousse deux fois plus vite »

Zakaria est venu avec son épouse et leur bébé dans sa poussette. « On est là parce qu'à un moment il faut lâcher les musulmans ! Il y en a assez des politiques contre nous », lance ce petit entrepreneur. Sa femme, Soukhaina, 30 ans, qui porte un hidjab bleu clair, est médecin mais n'arrive pas à trouver de travail à cause de son foulard : « Je viens d'avoir un entretien dans un hôpital où il y avait un poste vacant, mais ils m'ont dit que je ne pouvais pas avoir le poste si je garde le voile », explique-t-elle.

Gunduz et Assia se relaient pour porter la pancarte « Quand j'entends Zemmour parler, ma barbe pousse deux fois plus vite ». Longs cheveux blonds et pancarte à la main, Assia fait rire les passants. Beaucoup s'arrêtent pour la prendre en photo : « C'est super qu'il y ait autant de Français non musulmans. Ça fait chaud au cœur », dit Gunduz. La preuve, pour lui, que le dénigrement contre les organisateurs de la manifestation n'a pas fonctionné : « Et puis le CCIF n'a commis aucun attentat à ce que je sache, contrairement à ce militant du Rassemblement national. »

Dans le cortège, il y a aussi Estelle, bibliothécaire de Montreuil, militante LGBTQ, pro-PMA, antilibérale proche de l'association Attac. Elle est venue parce que cela fait des années, dit-elle, que la persécution des femmes voilées monte : « Depuis combien de temps il n'y a pas eu de mobilisations qui font converger des gens racisés, des quartiers populaires, de gauche et d'extrême gauche, des classes moyennes ? On a vu un peu ça pendant Nuit debout. J'espère que cette manif est un point de départ. »

Quelques mètres plus loin, on croise Rachida, qui porte le voile bien serré autour de son visage. D'habitude, cette fonctionnaire de Seine-Saint-Denis ne le porte pas, boulot oblige. « Et c'est normal, car je respecte la loi comme tout le monde. » Ce qui ne l'empêche pas de constater le racisme qui a grandi sur son lieu de travail, et au-dehors, quand elle porte le voile. Les discours pseudo-féministes sur le voile, elle aussi elle en a soupé : « Mon père ne m'a pas parlé pendant un an parce que je voulais porter le voile », lâche-t-elle.

Aller contre les clichés, les images qui défilent à la télé : ç'a été son carburant pour ce 10 novembre : « Au départ, je ne voulais pas venir, mais quand j'ai compris que beaucoup de gens voulaient saboter la manif, ça m'a motivée. » L'absence du PS, notamment, « pour des raisons électoralistes, juge-t-elle, reste en travers de la gorge de Rachida. Dire qu'on ne va pas à une manif parce que tout le monde ne plaît pas, c'est n'importe quoi. Moi, j'ai manifesté pour Charlie, et il y avait des gens pas très fréquentables. Mais c'est pas grave, je pensais à la cause, la liberté d'expression. »

Devant l'église Saint-Laurent, on voit passer deux élèves de Terminale de Seine-Saint-Denis. L'une, voilée, tient la Bible. Sa copine, croix autour du cou, a le Coran dans les mains. Kellyna est catholique, Adela musulmane. « Et alors ? », rigole Kellyna, 17 ans, première manifestation au compteur, qui affirme que, « contre ce qu'on nous vend à la télé, on vit en paix, et c'est tout, c'est normal ». À côté, Adela a la timidité des jeunes filles rangées. Elle a marché pour le climat. Quand elle a pris connaissance de la manifestation sur Instagram, elle a dépassé ses craintes que cela ne dégénère, et la voilà boulevard Magenta. Souriante. Confiante.

Des élèves, mais aussi leurs professeurs. « On est tous profs en Seine-Saint Denis et on est consternés par la différence entre les débats dans les médias et la réalité du terrain », explique Camille, qui raconte être aussi présente « en soutien à [s]es élèves qui subissent ces discriminations au quotidien ». À ses côtés, Pauline, très agacée par les polémiques qui ont secoué une partie de la gauche au sujet de la manifestation, ajoute : « Moi j'ai manifesté contre l'antisémitisme, donc c'est normal que je manifeste contre l'islamophobie. »

Côté responsables politiques, la fièvre qui a saisi ce petit monde cette semaine semble être redescendue. À gauche, excepté le PS, la CFDT, François Ruffin et Yannick Jadot, dont les absences ont été remarquées, ils étaient tous là, ou presque.

Benoît Hamon, qui avait signé l'appel, est finalement venu, casquette vissée sur la tête, avec plusieurs camarades de Génération.s. Jean-Luc Mélenchon est arrivé, entouré de plusieurs députés, dès le début de la manifestation, sous quelques « Mélenchon, président ! ». Olga marche derrière le drapeau de la France insoumise : « Je trouve inimaginable qu'on stigmatise des mamans qui accompagnent leurs enfants en sortie scolaire. J'ai été outrée de la polémique autour de cette manifestation. La frilosité de certains est scandaleuse. Il faut que chacun prenne ses responsabilités. Si l'on ne fait rien, qu'est-ce qu'il va se passer ? On attend qu'il y ait des pogroms ? »

Dans les cortèges, on croise aussi des communistes, des écologistes, des militants du NPA (corédacteur de l'appel) et même un socialiste, Olivier Klein, maire de Clichy-sous-Bois : « Je n'ai pas demandé la permission pour venir, mais tout ce que je sais, c'est que si on n'est pas à côté de nos concitoyens de confession musulmane aujourd'hui, on se trompe. »

Ian Brossat, ancienne tête de liste communiste aux européennes, a reçu beaucoup de textos de ses anciens élèves de Sarcelles après son passage sur BFM. Cela l'a touché. « Pourtant, je n'ai rien dit de particulier, des propos basiques. Mais vu la période, ils trouvent ça exceptionnel, c'est fou... » Il enchaîne les selfies, l'air ravi.

En queue de cortège, il y a aussi les militants de Lutte ouvrière, qu'on n'attendait pas forcément là. Dont Juliette, militante : « C'est une manifestation contre tous les racismes et contre la montée de l'extrême droite, assure-t-elle, en précisant la position de son parti viscéralement athée. Nous sommes contre le port du voile pour des raisons féministes, mais nous pensons que le gouvernement n'a pas à avoir de politique discriminatoire envers ces femmes. »

Esther Benbassa, sénatrice Europe Écologie-Les Verts, est réconfortée par le monde et l'ambiance : « Les gens sont pris en tenaille entre les islamistes et les islamophobes, ça ne peut plus durer. » La marche du jour ressemble fort à une troisième voie entre les deux. Il y a aussi Jérôme Gleizes, conseiller de Paris, qui estime qu'aujourd'hui, « on vit un moment de bascule contre la fascisation de la France. Un moment historique ». Dommage que Yannick Jadot ne se soit pas déplacé, qu'il ait dénoncé le « communautarisme » de l'événement, glissent des militants écolos : « Sur ce coup-là, il n'a pas montré qu'il était un homme d'État, contrairement à Mélenchon. Il aurait dû tenir sa position », dit l'un.

En queue de manifestation, Philippe Martinez, le patron de la CGT, discute avec Aurélie Trouvé, figure de l'association altermondialiste Attac. Tous deux se satisfont que Jean-Luc Mélenchon soit finalement présent. Soulagés que la question antiraciste ait mobilisé largement : « Ce sont les classes populaires qui sont là, souligne le secrétaire national de la CGT, qui rappelle que l'antiracisme est un fondamental de sa centrale syndicale. L'ancien métallurgiste, qui a découvert chez Renault, à Boulogne-Billancourt, « l'Aïd et le mélange entre tout le monde », glisse : « On ne fait pas assez de manifs comme ça. »

À la fin de la manifestation, la foule, massée sur la place de la Nation, entonne une dernière Marseillaise.

Pauline Graulle et Lucie Delaporte

• MEDIAPART. 10 NOVEMBRE 2019 :

<https://www.mediapart.fr/journal/france/101119/contre-l-islamophobie-une-manifestation-pour-la-liberte-l-egalite-et-la-fraternite?onglet=full>

Islamophobie : la semaine où la gauche s'est retrouvée face à elle-même

À gauche, la polémique n'a cessé d'enfler cette semaine autour de la pétition appelant à manifester, dimanche 10 novembre, contre l'islamophobie. Ce malaise trahit les atteroiements de formations politiques qui, depuis trente ans, n'ont pas tranché leur rapport à l'islam et à la laïcité.

Combien seront-ils, dimanche 10 novembre, pour défiler contre l'islamophobie à Paris ? Les organisateurs, qui tablent sur 10 à 15 000 participants, veulent y croire. Entre les cars affrétés de province, les appels à mobilisation dans les mosquées, les relais des associations de quartiers, et la CGT et Jean-Luc Mélenchon qui ont réitéré leur soutien à l'initiative en cette fin de semaine, l'heure était, jeudi soir, plutôt à l'optimisme. Reste que l'opération n'aura pas été sans douleur. Et a laissé voir, ces derniers jours, une gauche dans tous ses états. Retour sur une affaire qui a failli virer au fiasco.

La mobilisation a pourtant démarré sur les chapeaux de roue. Vendredi 29 octobre, un appel intitulé « Marche du 10 novembre : stop à l'islamophobie » est publié dans Libération à l'initiative de plusieurs figures et organisations de la société civile ou confessionnelle : l'élu de Saint-Denis Madjid Messaoudène, le collectif contre l'islamophobie, le NPA, l'union communiste libertaire, l'Unef, le comité Adama... En quarante-huit heures, la pétition rassemble pas moins de 200 signataires : La France insoumise (LFI), Europe Écologie-Les Verts (EELV), Génération.s, des parlementaires communistes (mais pas le secrétaire national du Parti communiste, Fabien Roussel), mais aussi Philippe Martinez, secrétaire général de la CGT, des féministes, des militants associatifs, des intellectuels, journalistes, personnalités du showbiz... Seule ombre au tableau : le PS n'est pas de la partie, et aucun élu n'a individuellement apporté son soutien.

Pour le reste, tout le monde semble enfin avoir envie de dénoncer, avec force et unité, l'atmosphère pestilentielle savamment installée par le gouvernement. Ces dernières semaines, elle a envahi certains médias, conduit à l'humiliation d'une femme voilée en plein conseil régional de Bourgogne-Franche-Comté, provoqué la réouverture d'un faux débat sur les accompagnatrices scolaires, et, peut-être même, précipité un attentat islamophobe dans une mosquée de Bayonne.

Mais le lundi suivant, le malaise commence à poindre à l'horizon. Comme une brindille exposée à des vents contraires, la gauche, qui tergiverse depuis trente ans sur la question du voile (lire ici, ici, ou là), semble tout à coup ne plus bien savoir ce qu'elle pense. Les esprits se montrent soudain hésitants, tirillés entre ceux qui reprochent d'être complaisants avec l'islam politique, et ceux qui reprochent de ne pas être au clair sur l'islamophobie...

En quelques jours, tout est devenu mouvant, flottant. Au compte-gouttes, plusieurs signataires se mettent en retrait. « Bizarrement, plein de gens se sont soudainement souvenus qu'ils avaient piscine », résume un des lanceurs de l'appel qui rit jaune devant les rétropédalages successifs.

Mercredi 6 novembre, François Ruffin, figure en vue de LFI qui n'a jamais caché sa gêne sur la question culturelle, affirme sur France Inter, de manière expéditive, qu'il ne se rendrait pas à la manifestation - il s'est excusé depuis. Il n'est pas le seul.

Adrien Quatennens, numéro 2 du mouvement, prévient lui aussi qu'il a prévu de longue date une réunion familiale ce jour-là. Problème d'agenda, aussi, pour l'écologiste Yannick Jadot, dont l'entourage expliquait, mercredi, qu'un déplacement pour les municipales pourrait empêcher sa venue. Quant à Philippe Martinez, même si la CGT apparaît bien investie - jusqu'à son service d'ordre, qui devrait être partie prenante de la gestion des manifestants -, il répond, par texto, à Mediapart n'être « pas encore complètement sûr [d'y aller], en raison d'engagements précédents à essayer de bouger [sic] ».

Y aller ou pas ? Signer l'appel, ou pas ? Retirer sa signature ? Au contraire, enfoncer le clou ?

Les positions des uns et des autres rivalisent de subtilité. Avec d'un côté, ceux qui ont signé mais hésitent à descendre dans la rue - ce pourrait être le cas de Jean-Luc Mélenchon qui n'a pas encore annoncé s'il serait présent. De l'autre, ceux qui iront manifester mais refusent de signer l'appel : une option privilégiée par la pourtant très « laïcarde » porte-parole de Lutte Ouvrière, Nathalie Arthaud, mais aussi la féministe Caroline de Haas (qui s'en explique ici), ou Samuel Grzybowski, co-fondateur de Coexister, une association défendant l'œcuménisme.

C'est qu'entre le 29 octobre et le 7 novembre, tout est devenu compliqué. Après la publication de la tribune, une tempête a commencé à agiter le landerneau politique. Sur les réseaux sociaux, les représentants du Printemps républicain, Manuel Valls, mais aussi la fachosphère sont passés à l'offensive : disséquant le texte, auscultant les signataires. Tout le monde finit par y mettre son nez.

La méfiance s'installe.

À quoi font référence les « lois liberticides » signalées dans la pétition ? Interrogé sur France Info, le 5 novembre, Yannick Jadot avoue ne pas bien comprendre de quoi il s'agit : « Je ne valide pas l'ensemble du texte », répond-il, assumant néanmoins « la philosophie » globale du texte d'« alerte [à] l'opinion publique ». « Par “lois liberticides”, nous entendons la loi contre le port du voile à l'école en 2004, puis celle sur la burqa en 2010, qui ont, selon nous, conduit à la stigmatisation des musulmans », explicite à Mediapart Madjid Messaoudène, qui reconnaît qu'« il y a un débat là-dessus, et qu'on peut en discuter, évidemment ».

Des signataires sulfureux sont aussi exhumés de la liste de quelque 400 noms. Ces deux imams intégristes, que font-ils là ? Panique à bord. « Quand j'ai vu, sur Twitter, le prêche de l'imam Abou Anas [qui, il y a dix ans, avait légitimé le viol conjugal - ndlr] sur Twitter, j'ai été horrifiée comme tout le monde, raconte Sandra Regol, porte-parole d'EELV, qui défilera dimanche en compagnie d'autres élus d'écolos. J'ai appelé immédiatement les organisateurs. Finalement, l'imam, qui était par ailleurs revenu sur ses propos, s'est désisté de lui-même, pour ne pas nuire à la cause. »

Clarification

C'est la présence du Collectif contre l'islamophobie en France (CCIF) parmi les cosignataires, une association accusée par certains d'avoir une acception un peu trop large de l'islamophobie, que les socialistes mettent en avant pour se mettre « hors jeu ». À la suite d'un bureau national mouvementé, le 5 novembre, le parti d'Olivier Faure, lequel avait organisé le rassemblement contre l'antisémitisme en février dernier, affirme ne pas vouloir s'associer, de près ou de loin, à la démarche initiée. Le parti à la rose a lancé, de son côté, un appel aux partis (de LFI aux Républicains en passant par La République en marche) pour une sorte de contre-manifestation, « pour la République, la laïcité et contre le racisme », en décembre (et non le 20 novembre, comme l'avait affirmé le sénateur Rachid Temal).

Les partis signataires « se sont rendu compte qu'ils avaient fait une connerie, pas nous », glisse-t-on dans l'entourage du premier secrétaire, pour expliquer les dé-signatures. La sénatrice Sylvie Robert, qui s'était dressée fin octobre, à l'unisson de la gauche, contre la proposition de loi interdisant le voile aux accompagnatrices scolaires, confirme : « Je n'irai pas dimanche, ce qui ne veut pas dire qu'il faut me mettre dans une case », avertit-elle. « Ce que je ne veux pas, c'est qu'on hystérise la période, d'un côté comme de l'autre, et je ne veux pas défiler avec n'importe qui sous n'importe quel slogan », avance celle dont le parti était néanmoins présent - comme toute la gauche - en mars 2018, à la Marche blanche pour Mireille Knoll, à laquelle le Betar et la Ligue de défense juive, deux groupuscules d'extrême droite, avaient participé.

À LFI, qui n'avait pas barguigné pour s'engager dans le très hétéroclite mouvement des « gilets jaunes » l'an dernier, l'affaire de la pétition a fait grand bruit. La présence de certains signataires, mais aussi la manière, jugée roublarde, dont a circulé la pétition (Samuel Grzybowski est revenu sur ce point sur Twitter), et le mot même d'« islamophobie », ont créé des tensions en interne. Les inquiétudes remontent mardi à la surface à la faveur de la réunion hebdomadaire du groupe parlementaire. « C'était hyper tendu, raconte un participant. Une partie des députés était très énervée contre Éric Coquerel, Danièle Obono ou Clémentine Autain, qui étaient, comme d'habitude, les plus motivés pour signer. En réalité, c'est Jean-Luc Mélenchon qui a forcé tout le monde à signer. Comme d'habitude, il a tordu le bras à une partie des députés, ce n'était peut-être pas la meilleure chose à faire. »

En tout cas, l'appel a le mérite de clarifier, même temporairement, la position de LFI. Fini le temps, pas si lointain, où LFI refusait mordicus d'utiliser le terme d'« islamophobie » (lire ici, ainsi que

notre Boîte Noire). Comme le député Eric Coquerel (qui a publié une éclairante tribune, jeudi, dans Libération), Jean-Luc Mélenchon siffle aujourd'hui la fin de la mêlée dans un post de blog sans ambiguïtés : « Je m'adresse à vous, mes amis les plus proches que la campagne de dénigrement de cet appel fait hésiter. La question posée aujourd'hui n'est pas du tout celle du droit ou non de critiquer une religion. Ce droit n'est pas mis en cause. »

La première grande manifestation unitaire en faveur des musulmans de l'histoire de France aura-t-elle finalement raison des hésitations ? Ce jeudi, cela en prenait le chemin. « Les coups de pression et les menaces de l'extrême droite ont pu faire vaciller certains. Ça a branlé dans le manche pour ceux qui n'étaient pas très au clair sur la question. Mais nous serons unis et on veut tout faire pour que ce soit réussi », affirme la députée communiste Elsa Faucillon.

« Oui, cette affaire crée beaucoup d'émoi, reconnaît sa collègue de banc, Clémentine Autain. Mais moi, j'ai le souvenir d'avoir manifesté le 11 janvier 2015 pour *Charlie* à côté de dictateurs sanguinaires ou au moment de la marche pour Mireille Knoll, où certains m'ont dit droit dans les yeux qu'ils allaient tuer mes enfants. Pourtant, je ne regrette pas. Comme j'irai manifester sans problème dimanche car la cause mérite de déborder les débats sémantiques et les clivages habituels. » Seul regret de l'insoumise : « Que la gauche ne se soit pas bougée avant pour lancer une mobilisation. À ceux qui reprochent des formules dans le texte, ils n'avaient qu'à l'écrire ! »

Les hamonistes de Génération.s - la présence de Benoît Hamon n'est pas exclue dimanche en dépit de son retrait de la vie politique - ont publié un communiqué qui revient, dans des termes similaires, sur la nécessité de faire bloc : « Comme dans toutes les actions collectives, certains de nos adversaires peuvent tenter d'instrumentaliser cette initiative. C'était le cas à la manifestation de soutien à Charlie Hebdo, notamment à travers la présence de chefs d'État pratiquant des politiques contraires à nos combats. Mais il fallait y être, la cause était trop importante. C'est parfois le cas dans les manifestations sociales où des groupes violents peuvent s'immiscer. Ils ne nous feront pas céder sur notre présence et nos combats. »

Du côté des organisateurs, qui parlent de « mobilisation historique », on regarde avec une amertume mélangée de fatalisme la séquence de la semaine. « Pendant l'affaire Dreyfus, la gauche s'était aussi profondément divisée », rappelle Théo Roumier, syndicaliste et militant à l'union des communistes libertaires, qui estime que dimanche pourrait être « un tournant majeur ».

« Pour moi, tout ce qu'il s'est passé, ce n'est pas surprenant. Les accusations, les amalgames, tout ce qu'on a vu, c'est révélateur de l'ambiance dès que quelque chose touche à l'islam, estime Marwan Muhammad, de la plateforme L.e.s Musulmans, qui a co-rédigé la pétition. Cela montre aussi à quel point la gauche est volatile, coupée du terrain, et divisée sur la question de la laïcité. » « Mais ne vous inquiétez pas, ajoute-t-il, on sera nombreux, avec ou sans la gauche. C'est le sens de l'histoire. » Elle reste à écrire.

Pauline Graulle

• MEDIAPART. 7 NOVEMBRE 2019 :

<https://www.mediapart.fr/journal/france/071119/islamophobie-la-semaine-ou-la-gauche-s-est-retrouvee-face-elle-meme?onglet=full>

P.-S.

POURQUOI S'ABONNER ?

- Site d'information indépendant
- Sans subventions ni publicité sur le site
- Journal participatif
- Financé uniquement par ses abonnements

<https://www.mediapart.fr/abonnement>